



A la recherche d'un sentiment d'appartenance

JOCHEN STEINHILBER

Mai 2018

- La question de l'identité ou « Heimat » fait son grand retour en Allemagne, et, comme à chaque fois en pareilles circonstances au cours des décennies passées, ne manque pas d'échauffer les esprits sur la scène politique.
- Le système capitaliste – cette forme de vie réglée de bout en bout par l'économie, dans laquelle l'humain est réduit à son propre intérêt – est aujourd'hui parvenu à un point où il apparaît moins comme la promesse d'une autodétermination de l'individu, mais plutôt comme la contrainte d'optimiser en permanence sa propre vie pour la conformer aux attentes du marché.
- La société n'a pas besoin d'une nouvelle acception de la notion de « Heimat » (la terre natale, le chez-soi, l'ancrage sur un territoire), mais de lieux auxquels les femmes et les hommes se sentent intégrés et utiles.

La question de l'identité ou « Heimat » fait son grand retour, et, comme à chaque fois en pareilles circonstances au cours des décennies passées, elle ne manque pas d'échauffer les esprits sur la scène politique allemande. C'est surtout la gauche qui fait les frais de cet accès de fièvre : est sommée d'adopter un rapport « décomplexé » à l'ancrage sur un territoire – ou du moins au concept même de « Heimat » –, ou d'accorder au terme un sens nouveau et une connotation positive, afin qu'il trouve aussi sa place dans le vocabulaire de ses militants. Quant à savoir quels problèmes un tel changement d'attitude pourrait bien résoudre, l'incertitude demeure. Plutôt que de s'égarer dans des discours sur les perceptions ponctuelles de l'identité, les responsables politiques de gauche devraient se concentrer sur cette question : comment faire en sorte que les individus puissent, par leur propre action, leur réflexion politique et leur interaction avec les autres, agir activement sur le cours de leur vie et par là-même, puissent se forger une identité durable qui leur soit propre ?

Y a-t-il d'ailleurs véritablement un problème avec la notion de « Heimat » ? La plupart des gens vivent aujourd'hui leur identité sans la moindre crispation. Pour certains, la « Heimat », ce sont les recettes de cuisine de leur grand-mère, des paysages familiers, la vie citadine ou tout simplement, un chez-soi. D'autres ont besoin d'arborer fièrement les couleurs nationales. Et pour un nombre sans cesse croissant de personnes, la « Heimat » correspond à n'importe quel lieu dans lequel elles sont automatiquement connectées à un réseau Wifi. La « Heimat », c'est un parcours de vie, un sentiment très personnel de familiarité et d'appartenance. La notion ne fait l'objet de crispation qu'à partir du moment où ce sentiment individuel et personnel se prête à des généralisations politiques et des précisions idéologiques – lorsque des partis ou des courants politiques veulent reprendre à leur compte la question de l'identité en lieu et place des citoyennes et des citoyens, et leur proposer une version clé-en-main du concept, qui prescrit ce qu'il faut entendre par là, ce qu'il convient de préserver et de défendre, et qui définit les personnes qui peuvent s'en revendiquer. En tant que concept militant, la « Heimat » historique est trop arbitraire, vidée de sens par récupérations politiques successives, et bien souvent associée à l'exclusion, à l'esprit de clocher et au chauvinisme.

Certes, il existe à gauche des personnes qui tentent d'opposer à ce concept militant de la « Heimat » une

version plus sympathique ; une acception qui soit inclusive, dynamique, et ouverte sur le monde. Il s'agit ainsi de montrer qu'on est bien ancré dans le réel – afin de dissiper l'impression d'une gauche parfois accusée d'être hors-sol, cosmopolite – mais sans intégrer pour autant les ingrédients haineux que les défenseurs du folklore nationaliste de la « Heimat » associent à ce terme. Mais à quoi bon une telle démarche ? Et pour quel public ? Au bout du compte, faire la promotion d'une « Heimat » de gauche reviendrait à dépenser toute son énergie à dissiper les tensions et à établir de nouvelles distinctions sociales.

En effet, le débat sur les racines détourne l'attention de la véritable question : celle de la liberté dont devraient disposer les personnes dans le choix de leur propre identité. S'il est une chose que l'on peut généraliser, c'est bien le fait que les individus associent aux lieux auxquels ils s'identifient un sentiment d'appartenance, d'implication et de participation actives, ainsi que de maîtrise de leur propre vie. Tout n'est pas rose en la matière, et cela ne date pas d'hier. L'intégration des réfugiés n'est pas, à cet égard, l'aspect le plus problématique. Il y a vingt ans déjà, le sociologue Richard Sennett décrivait comment le capitalisme mondial, axé sur le court terme et l'accumulation rapide de bénéfices, nécessite l'avènement de « l'homme flexible » : quiconque n'est pas prêt à s'adapter aux exigences d'une économie au rythme effréné, quiconque n'est pas prêt à se réinventer en permanence, pose problème. En privant ainsi l'homme flexible de certitude sur son propre avenir professionnel et de confiance en son statut social, on fait naître en lui la nostalgie pour d'autres lieux d'enracinement, de reconnaissance et de vie en communauté.

Le système capitaliste – cette forme de vie réglée de bout en bout par l'économie, dans laquelle l'humain est réduit à son propre intérêt – est aujourd'hui parvenu à un point où il apparaît moins comme la promesse d'une autodétermination de l'individu, mais plutôt comme la contrainte d'optimiser en permanence sa propre vie pour la conformer aux attentes du marché. L'époque de l'après-guerre promettait la sécurité, en se fondant sur une maîtrise toujours plus poussée des risques et sur le progrès social. Mais pour beaucoup d'individus, cette promesse n'est plus remplie aujourd'hui, notamment en raison du recours massif aux emplois à bas salaire ou des perspectives moroses en matière d'évolution des retraites. Des pans entiers des classes moyennes redoutent

le déclassé social et s'indignent du renforcement des inégalités sociales. En outre, le niveau du débat public au sein de la société – réduit depuis des décennies à un catéchisme sur les contraintes politiques matérielles et l'absence d'alternative – a chuté en même temps que l'engagement démocratique a été injustement dévalorisé. Aujourd'hui, bien des personnes ne se sentent plus représentées dans leurs besoins et leurs parcours de vie ni par les institutions de l'Etat, ni par leurs dirigeants. Mais dans le même temps, elles ne trouvent pas non plus d'ancrage ni de canal d'expression politique, comme les organisations ouvrières leur en ont longtemps offert les moyens, politiquement, culturellement ou encore socialement.

Aucun de ces problèmes ne trouvera de solution dans les modèles de « Heimat » proposés aujourd'hui. Une politique de gauche a pour volonté et pour devoir d'assurer la cohésion sociale et de permettre l'émancipation ; être de gauche, c'est vouloir faire changer les choses ensemble, plutôt que d'entretenir la nostalgie de ce qui n'est plus. Telle a toujours été la proposition de la gauche, dont la pertinence est plus que jamais d'actualité. Pour la mettre en œuvre, il faut qu'en soient réunies les conditions fondamentales : un emploi de qualité, un Etat social fort, un système éducatif inclusif, l'accès au numérique, la possibilité de se rendre d'un point A à un point B par les transports publics, et des loyers abordables. Par ailleurs, il nous faut aussi promouvoir une pratique de la démocratie qui stimule les individus et leur permette de s'appuyer sur leur réflexion politique et leur engagement social pour apporter leur contribution à la société. Cela suppose préalablement de prendre à nouveau les citoyens au sérieux, sans occulter leurs peurs, certes, mais en tenant surtout compte de leur capacité à construire collectivement la société.

Penser, décider, concevoir ensemble. Pour que cette ambition soit également accessible à celles et ceux qui sont les moins mobiles, dont le sort et l'existence sont davantage liés à des lieux fixes, et qui souffrent aujourd'hui le plus des crises et des contradictions de nos sociétés, la politique et le renouvellement démocratique doivent avant tout débiter au plus près des individus : dans le voisinage, dans l'entreprise, sur le lieu de travail, dans les écoles et les universités, dans les communes. Alors que les populistes de droite s'efforcent de réduire la complexité de l'environnement social et politique à travers des catégorisations simplistes amis/ennemis, et

de promouvoir ainsi une culture de la dépendance et de la discorde, nous devons faire en sorte que les individus puissent de nouveau s'approprier le monde – créant ainsi du sens et du lien.

Mettre en œuvre un tel projet n'est pas chose aisée, mais ce ne sont pas les idées concrètes qui manquent : cela commence par le renforcement des éléments de démocratie dans l'économie, en étendant par exemple la cogestion dans l'entreprise, ce qui permettrait de dégager des marges de manœuvre pour les initiatives des salariés. L'entreprise est en effet l'endroit précis où se manifestent le plus clairement les nombreux conflits suscités par les processus de transformation en cours ou à venir, de la transition numérique au développement durable. Même si elles ne constituent aujourd'hui encore que des phénomènes marginaux, les avancées de l'économie sociale et solidaire, telles que les coopératives énergétiques, les coopératives ouvrières ou les fab labs, pourraient non seulement rapprocher les économies locales des besoins de la population, mais aussi libérer le potentiel de création et de coopération des individus.

De leur côté, les partis doivent sans aucun doute avoir pour ambition d'utiliser les institutions d'Etat et de leur d'imprimer leur marque. Mais ils doivent aussi évoluer, tout particulièrement au niveau local, pour s'inscrire dans la société, à travers un échange suivi avec les individus qui lancent des initiatives à l'origine de solutions. En cela, la politique ne se limite pas à accroître le pouvoir des institutions, mais vise, via des coopérations et des alliances au sein de la société civile, à susciter des changements concrets par-delà les seuls échelons de la gouvernance politique. Le SPD, le parti social-démocrate, qui compte toujours un grand nombre de militants, dispose d'une large base mobilisable à cet effet. Les communes sont en réalité des entités fortes, dont le droit à l'autodétermination est ancré dans la Loi fondamentale. Toutefois, la faible participation aux élections municipales montre que les citoyennes et les citoyens allemands n'accordent que peu de confiance à la politique communale. Ce manque de confiance tient aussi à une politique qui maintient les communes en situation de sous-financement et qui, en privatisant des infrastructures communales publiques, les a dépossédées de leurs marges de manœuvre. Cette situation ne peut plus durer compte tenu du rôle essentiel dans l'organisation de notre environnement immédiat que jouent les communes.

Au-delà des référendums d'initiative locale, nombreux sont les exemples qui montrent comment des opinions publiques circonscrites influent sur les décisions politiques à l'échelle des communes et rendent tangible la politique locale. Cela va des instances « consultatives » locales (Claus Leggewie) sur la transition énergétique et les transports publics, en passant par les budgets et les comités citoyens amenés à décider de projets sociaux, jusqu'à des versions communales du désormais célèbre comité de citoyen islandais – des citoyennes et des citoyens choisis de manière aléatoire y ont élaboré des propositions pour une nouvelle constitution, abondamment commentées ensuite sur les réseaux sociaux (avant d'être finalement bloquées par la nouvelle majorité conservatrice au Parlement). Il ne s'agit pas de créer des institutions qui fassent concurrence aux parlements et aux administrations, mais d'initier de nouvelles manières d'associer la représentation politique à de nouvelles formes de démocratie, qui s'appuient sur les idées d'une multitude de personnes et encouragent l'échange. Cette nouvelle pratique de la démocratie peut permettre non seulement d'apporter des réponses concrètes et pratiques aux problèmes, mais aussi de créer un sentiment d'appartenance collective hors du carcan identitaire de la droite. Pratiquer la démocratie au quotidien, c'est donner à chacun la chance d'agir efficacement dans un monde complexe. Un tel exercice de la démocratie favorise une prise de conscience : si l'on veut qu'une majorité de personnes puissent à l'avenir agir sur le cours de leurs vies de manière libre et indépendante, il faut impérativement remettre au premier plan un état d'esprit solidaire, soucieux des intérêts communs. Rien de tel pour rompre avec le fatalisme qui prétend qu'on ne peut rien changer, et faire naître la foi en un avenir des possibles.

Le présupposé est celui d'une vision de l'Etat dans laquelle les citoyennes et les citoyens ne sont pas uniquement les bénéficiaires passifs de prestations, mais au

contraire les membres « proactifs » de la société. L'Etat qui, ces dernières années, a surtout occupé la fonction de gestionnaire de crise lorsque les marchés ont failli, devra à l'avenir exercer deux rôles à la fois : d'une part l'Etat aura à cœur de préserver ses institutions pour qu'elles puissent de nouveau accomplir leur mission de garde-fou et d'instance de régulation, en particulier dans le contexte d'une économie mondialisée – une large part de cette tâche ne pourra être accomplie qu'en coopération avec d'autres Etats. D'autre part, l'Etat devra être le « facilitateur » (Elinor Ostrom), celui qui rend les choses possibles, en mettant à disposition les moyens d'accès à l'espace public, aux plateformes d'échanges, aux savoirs, aux financements pour des projets tournés vers l'intérêt général et les expériences démocratiques.

La politique ne doit pas être hermétique aux craintes qui traversent la société. Et elle doit en tirer les bonnes conclusions. En la matière, elle ne saurait s'appuyer durablement ni sur des visions nostalgiques de l'enracinement, ni sur des approches paternalistes. Les hommes et les femmes n'aspirent pas être confortés dans leurs inquiétudes et à en devenir ainsi les prisonniers. Ils souhaitent au contraire s'en affranchir – en faisant l'expérience qu'ils peuvent, par eux-mêmes, contribuer à la réussite de leur existence. Aussi, la politique n'aura pas besoin d'échafauder artificiellement une définition de la « Heimat » ; celle-ci émanera des individus eux-mêmes et de leurs relations interpersonnelles. Le plus simplement du monde.

Cet article a été publié par le **IPG-Journal** sous le titre

Die Suche nach dem Wir-Gefühl

<http://www.ipg-journal.de/schwerpunkt-des-monats/heimat/artikel/detail/die-suche-nach-dem-wir-gefuehl-2630/>



Auteur

Jochen Steinhilber dirige le service « politique globale et développement » de la Fondation Friedrich-Ebert. Il travaille notamment sur les questions de programmes de développement, les processus de transformation sociaux-économiques et les questions d'économie globale.

Editeur

Friedrich-Ebert-Stiftung Paris | 41 bis, bd. de la Tour-Maubourg
75007 Paris | France

Tel. +33 1 45 55 09 96
www.fesparis.org

Contact:
fes@fesparis.org

L'utilisation commerciale des publications de la
Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord
préalable de la FES.

La Fondation Friedrich-Ebert (FES) est une fondation politique dont l'action est guidée par les valeurs fondamentales de la social-démocratie: la liberté, la justice et la solidarité. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

La FES a un réseau de plus de 100 bureaux dans le monde et de 15 bureaux régionaux en Allemagne.

Le bureau parisien de la FES a été fondé en 1985. Il a pour objectif de renforcer le dialogue franco-allemand entre les acteurs de la société civile et les décideurs politiques.

Les autres publications de notre série « La gauche et l'identité » sont à télécharger sur le site <http://fesparis.org/publications.html>

Saxer, Marc

Pour un patriotisme progressiste

Ou comment les progressistes devraient se réapproprier le concept de patriotisme

<http://library.fes.de/pdf-files/bueros/paris/14372-20180418.pdf>

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage
pas nécessairement la position de la FES.